

OAXACA

Octobre 2007

Belgique

Jaquelina Lopez Almazan et **Samuel Hernandez Morales** effectuent à travers l'Europe une tournée d'information sur les événements d'Oaxaca. Ils sont tous deux membres du CODEP (Comité pour la Défense des Droits du Peuple) et ils ont participé à la création de la APPO. Jaquelina était la secrétaire de la section XXII du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), à Oaxaca. Avec Alejandro Cruz Lopez de l'Organisation indigène de base, OIDHO, ils ont été prisonniers politiques à Oaxaca de février à avril 2005 et menacés de mort. Ils ont quitté cette ville pour échapper aux poursuites du gouvernement mexicain. En Europe, ils souhaitent rencontrer différentes associations et organisations syndicales et politiques pour partager leur expérience, faire connaître les derniers développements de la situation à Oaxaca et au Mexique, informer sur la répression du mouvement populaire et renforcer le mouvement de solidarité internationale.

Contexte:

Ulises Ruiz Ortiz s'est imposé comme gouverneur à travers la fraude électorale la plus coûteuse et scandaleuse de l'histoire récente de l'État fédéral de Oaxaca, Mexique. Il a essayé de remplacer sa non-légitimité par des attitudes autoritaires et antidémocratiques telles que l'annulation de fait des garanties constitutionnelles de libre-circulation, de manifestation, de droit de grève, d'organisation et d'expression, ainsi que la violation systématique et permanente des Droits de l'homme. En témoignent diverses déclarations et recommandations émises à son encontre par des organismes de défense des droits de l'homme à l'échelle fédérale, nationale et internationale, qui ont été systématiquement ignorées. L'un des derniers cas, parmi les plus notables, est celui qu'a exposé la Commission Civile Internationale d'Observation pour les Droits de l'homme (CCIODH), composée par des citoyens de douze pays de la Communauté Européenne et Amnesty International.

Les agressions du gouvernement de Ulises Ruiz Ortiz contre le peuple de Oaxaca ont été multiples : il a divisé et affronté des centaines de communautés indigènes ; il a destitué des autorités municipales nommées par les communautés elles-mêmes afin d'en imposer d'autres qui pouvaient garantir l'hégémonie de son parti, le PRI ; il a détruit une grande partie du patrimoine culturel de la capitale de l'État fédéral contre la volonté de ses habitants ; concernant les communautés indigènes les plus pauvres de l'État, il a systématiquement refusé d'apporter une réponse à leurs besoins de base, indispensables à leur survie, tels qu'eau potable, salles de classe, électricité, voies d'accès, centres de santé et soutien à la production ; les enseignants en grève, appuyés par les familles de leurs élèves, ont été agressés et emprisonnés, leurs demandes légitimes ont été refusées : augmentation de leur salaire en fonction du coût de la vie à Oaxaca, petits déjeuners, chaussures, uniformes et livres pour les élèves ; les femmes qui ont participé à la grève des instituteurs et aux manifestations populaires des enseignants ont été agressées même quand elles étaient enceintes, ce qui a provoqué des fausses couches ; beaucoup ont été emprisonnées, violées ou assassinées.

Ulises Ruiz Ortiz a fermé les bureaux du journal « Noticias », l'unique quotidien qui ne se soit pas soumis à ses buts, sans que les plaintes et les déclarations de soutien d'organismes de journalistes et de défense des Droits de l'homme, nationaux et internationaux, n'aient obtenu le retour du droit à l'information et à la liberté de la presse dans l'État fédéral de Oaxaca.

Les peuples et les organisations indigènes, populaires et d'enseignants qui se sont opposés à tant d'actes arbitraires, ont été réprimés, leurs dirigeants de base parmi lesquels de nombreux enseignants, ont été poursuivis et emprisonnés ; le pouvoir n'a pas hésité à manipuler la loi pour créer de toute pièce et leur imputer des délits qu'ils n'ont jamais commis ; des dizaines de militants ont été et se trouvent encore en prison. Dans des cas extrêmes, les dirigeants ont même été assassinés par des sbires du gouvernement de Ulises Ruiz, ces derniers recevant en récompense des mandats de députés ou des postes dans les structures du gouvernement de l'État fédéral.

Dans sa stratégie de la terreur, Ulises Ruiz a formé des groupes civils d'assassins qui ont semé la terreur dans les communautés et les organisations syndicales et communautaires qui dénoncent la barbarie gouvernementale.

Le 25 novembre 2006, le gouvernement de l'État fédéral a utilisé les forces de police et l'armée fédérale pour organiser la répression la plus brutale qu'Oaxaca ait jamais connue et qui s'est soldée par l'arrestation de plus de 350 personnes – parmi lesquelles des femmes, des enfants et des personnes âgées – qui ont été transférées vers des maisons d'arrêt de « haute sécurité », en réalité des centres de torture officiels. 63 personnes sans défense ont été assassinées, de nombreuses personnes, hommes et femmes, ont été violées, il y a environ 50 disparus, 500 ordres d'arrestation sont maintenus à l'encontre de militants pour motif politique, et une violente répression s'est déchaînée contre les représentants de communautés indigènes, d'enseignants, de femmes et d'autres groupes sociaux qui développent une activité publique et ouverte, les obligeant à se cacher ou à s'exiler hors de l'État fédéral de Oaxaca.

Malgré la Clause Démocratique qui régit les accords commerciaux de la Communauté Européenne avec les autres économies du monde, certains pays de l'UE sont passés outre et ont avalisé de manière indirecte le comportement antidémocratique et les violations des Droits de l'homme dont se rend coupable le gouvernement du Mexique et de Oaxaca.

Article paru dans A voix autre – novembre 2006

Que vive Oaxaca !

Il existe aujourd'hui, dans un monde dominé par la lâcheté, la résignation et la servitude volontaire, une ville et une région résolues de résister à un gouvernement local et mondial qui ne connaît d'autres lois que celles de la corruption et du profit. Par Raoul Vaneigem

Il existe aujourd'hui, dans un monde dominé par la lâcheté, la résignation et la servitude volontaire, une ville et une région résolues de résister à un gouvernement local et mondial qui ne connaît d'autres lois que celles de la corruption et du profit.

Depuis plusieurs mois, la population d'Oaxaca refuse les diktats d'une administration corrompue, qui n'hésite pas à tuer les opposants à sa politique de malversation. Le mouvement n'a cessé de se développer et a donné naissance à une assemblée populaire, encore noyauté par la vieille politique clientéliste, mais qui s'oriente de plus en plus vers un refus de tout pouvoir et vers une priorité : améliorer la vie quotidienne des enfants, des femmes et des hommes.

J'appelle à se manifester en faveur d'Oaxaca celles et ceux qui n'ont d'autre force que leur volonté de vivre, car c'est de là que vient aujourd'hui la seule pensée qui ne soit pas à la botte des commanditaires du marché planétaire.

Je les appelle à défendre par tous les moyens de leur inventivité la libre Commune d'Oaxaca afin qu'en son assemblée populaire se développent la démocratie directe et la pratique autogestionnaire que les barricadiers, la population urbaine et les communautés paysannes indigènes sont en train de consolider.

Je les appelle à alerter toutes les forces vives, qui peu à peu s'éveillent pour sortir des millions d'êtres humains du cauchemar que fait peser sur eux le

totalitarisme économique. Il faut empêcher que le gouverneur Ulises Ruiz et ses tueurs, soutenus par Fecal (Felipe Calderon), le nouveau président du Mexique, n'écrasent l'expérience d'autonomie régionale - urbaine et paysanne - qui s'esquisse dans la lignée de la Commune de Paris et des collectivités andalouses, aragonaises et catalanes des années 1936-1938.

Ce qui se passe à Oaxaca est un espoir pour tous ceux qui désespèrent d'accéder à une existence, digne de ce nom, sous le joug du capitalisme financier réduisant la vie et l'environnement à une marchandise.

Souvenons-nous ! C'est une prise de conscience mondiale qui a aidé le mouvement zapatiste encore fragile à échapper à la répression du gouvernement et de son armée, en janvier 1994 et en février 1995.

Ce que les zapatistes ont réussi pour les communautés paysannes indigènes du Chiapas, la population d'Oaxaca est en train de le tenter en milieu urbain. L'enjeu est considérable. Faisons en sorte que se conforte la chance d'instaurer la Commune d'Oaxaca, car cette chance est la nôtre, celle de l'émancipation existentielle et sociale qui nous tient à coeur.

En toute autonomie individuelle, **[Raoul Vaneigem]**, le 28 novembre 2006

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

AMR 41/051/2006

Amnesty International est préoccupée par le sort réservé aux personnes arrêtées à **Oaxaca** depuis le 29 octobre 2006. Les organisations non gouvernementales de défense des droits humains d'Oaxaca ont cherché à obtenir des informations sur plus de **80 personnes**, parmi lesquelles des mineurs, ayant été arrêtées pendant cette période. Ni les autorités fédérales ni celles de l'État n'ont rendu public officiellement le nom des personnes détenues.

L'absence d'informations officielles sur les détenus, sur leur état de santé et sur les charges qui pourraient être retenues contre eux pourrait signifier que ces personnes sont détenues au secret et soumises à des mauvais traitements, en violation de leurs droits fondamentaux. Amnesty International a reçu au cours des cinq derniers mois des informations sur des cas de torture, de mauvais traitements et de détention au secret aux mains des autorités de cet État du Mexique.

Amnesty International exhorte les autorités à rendre public le nom des personnes détenues et les charges dont elles pourraient faire l'objet. Les autorités doivent également faire le nécessaire pour que ces personnes puissent entrer en contact avec leurs proches, recevoir des soins médicaux si nécessaire, se faire assister de l'avocat de leur choix et être présentées à un magistrat. Les autorités doivent autoriser des représentants de la société civile, y compris les personnes qui œuvrent pour le respect des droits humains à Oaxaca, à se rendre sur les lieux pour constater la situation des détenus.

La Commission nationale des droits humains et la Commission des droits humains d'Oaxaca doivent coordonner leurs efforts pour veiller, en coordination avec la société civile, au respect des droits des détenus.

Il faut également que les autorités rendent public le nom des personnes qui sont mortes pendant le conflit ainsi que celui de celles qui ont été blessées, y

compris au sein des forces de sécurité.

Amnesty International exprime sa consternation face au fait que 17 morts ont été signalées depuis le début du conflit il y a cinq mois, dont un certain nombre seraient le fait d'individus ou de groupes de personnes armées qui auraient des liens avec le parti au pouvoir dans cet État. L'organisation demande instamment qu'une enquête fédérale et impartiale soit menée sur ces crimes. De même, l'organisation condamne le recours apparent à une force excessive de la part des membres de la police de la municipalité, de l'État et de la fédération lors des différentes opérations menées contre les manifestants, et elle insiste sur la nécessité d'enquêter de manière impartiale sur toutes les violations des droits humains commises.

Amnesty International condamne en outre les actes de violence dont se sont rendus coupables certains secteurs de l'Assemblée populaire du peuple d'Oaxaca (APPO) contre la police de l'État et de la fédération ; elle a lancé un appel aux manifestants pour qu'ils respectent l'état de droit pendant ce mouvement de protestation.

Complément d'information

Le 29 octobre 2006, plus de 4 000 membres de la Police fédérale de prévention (PFP) sont entrés dans le centre de la ville d'Oaxaca pour disperser le millier d'enseignants en grève et de sympathisants de l'APPO qui occupaient la ville pour exiger la démission du gouverneur de l'État, Ulises Ruiz Ortiz. Le 2 novembre, des affrontements ont éclaté entre des sympathisants de l'APPO et la police à l'entrée de l'Université autonome Benito Juárez d'Oaxaca, qui est toujours occupée par les militants de l'APPO. Le 7 novembre, il y a eu une autre manifestation contre le gouverneur de l'État, au cours de laquelle les manifestants ont demandé le retrait de la PFP d'Oaxaca.

Technorati:  [Mexique](#) Posté le 7 novembre 2006

Plus d'information (en espagnol) :

<http://www.asambleapopulardeoaxaca.com/>

<http://oaxacalibre.org/oaxlibre/index.php>

<http://www.oaxacaenpiedelucha.blogspot.com/>

<http://www.nodho.org>

www.espora.org/limeddh -

<http://cml.sarava.org>

Contact :

ligamexicana@prodigy.net.mx